

RGPP ?

v.2 - 26 mars 2008 - SJ



# Objectifs gouvernementaux

- > le 10 juillet 2007, annonce d'une révision générale des politiques publiques
- > améliorer l'efficacité du service public et de réduire les dépenses de l'Etat.
- non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite
- changement de méthodes et d'organisation
- grand débat public sur l'avenir de la fonction publique

# Quel mode opératoire ?

La méthode annoncée consisterait à passer au crible les dépenses de l'État à partir d'un questionnement simple basé sur les sept questions d'une grille d'analyse :

- Que faisons-nous ?
- Quels sont les besoins et les attentes collectives ?
- Faut-il continuer à faire de la sorte ?
- Qui doit le faire ?
- Qui doit payer ?
- Comment faire mieux et moins cher ?
- Quel doit être le scénario de transformation ?

⇒ une douzaine d'équipes  
d'audit, composées  
d'auditeurs

- o issus des inspections générales  
interministérielles et ministérielles,

- o secteur privé,

seront chargées de travailler en partenariat avec  
les ministères pour identifier les leviers de  
réformes adéquats.

## ⇒ Cibles

- o l'ensemble de l'appareil productif de l'État
- o six grandes politiques d'intervention pour lesquelles l'État intervient aux côtés d'autres partenaires (famille, santé et assurance maladie, développement des entreprises, ville et logement, emploi et formation professionnelle, politiques de solidarité).

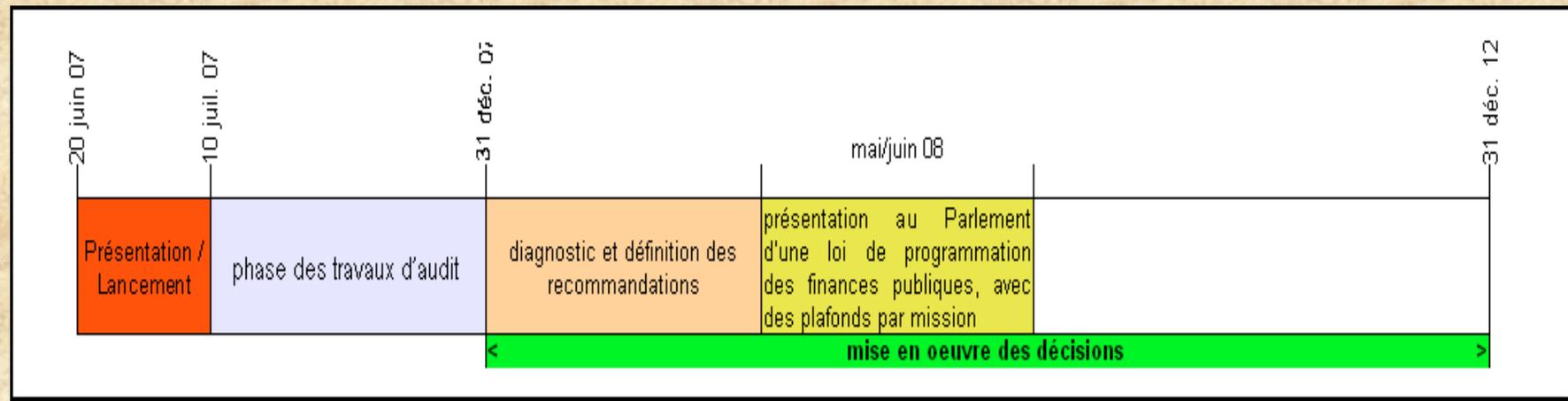
⇒ quatre chantiers  
interministériels, transverses :

- o la gestion des ressources humaines de l'État
- o les relations entre l'État et les collectivités locales
- o la réforme de l'administration territoriale
- o la simplification des procédures internes.

## ⇒ Les travaux

- o **Propositions** de réforme élaborées par les **équipes d'audit**
- o **Examens** par le **Comité De Suivi** de la révision générale des politiques publiques
- o **Décisions** par le **Conseil de la Modernisation des Politiques Publiques**, réuni autour du président de la République.
- o **Suivi** du processus assuré au plus haut niveau, par un comité présidé conjointement par le **Secrétaire Général** de la **Présidence** de la République et le **Directeur de Cabinet** du **Premier Ministre**.
- o **Rapport** des **Ministres** eux-mêmes.
- o **Mise en oeuvre** des réformes par chaque **Ministre** dans son ministère.

Le calendrier prévisionnel de la révision s'échelonne jusqu'en 2012 suivant le diagramme suivant :



# GRH "Mobilité"

- Détachement /mobilité horizontale
- Droit au départ
- Double carrière
- Accompagnement financier à la mobilité
- Réorientation professionnelle/mise en dispo
- Cumul d'emplois à temps incomplet
- Recours à l'interim
- Transferts public/public vers Agences
- Accès des ressortissants communautaires

# GRH "gestion"

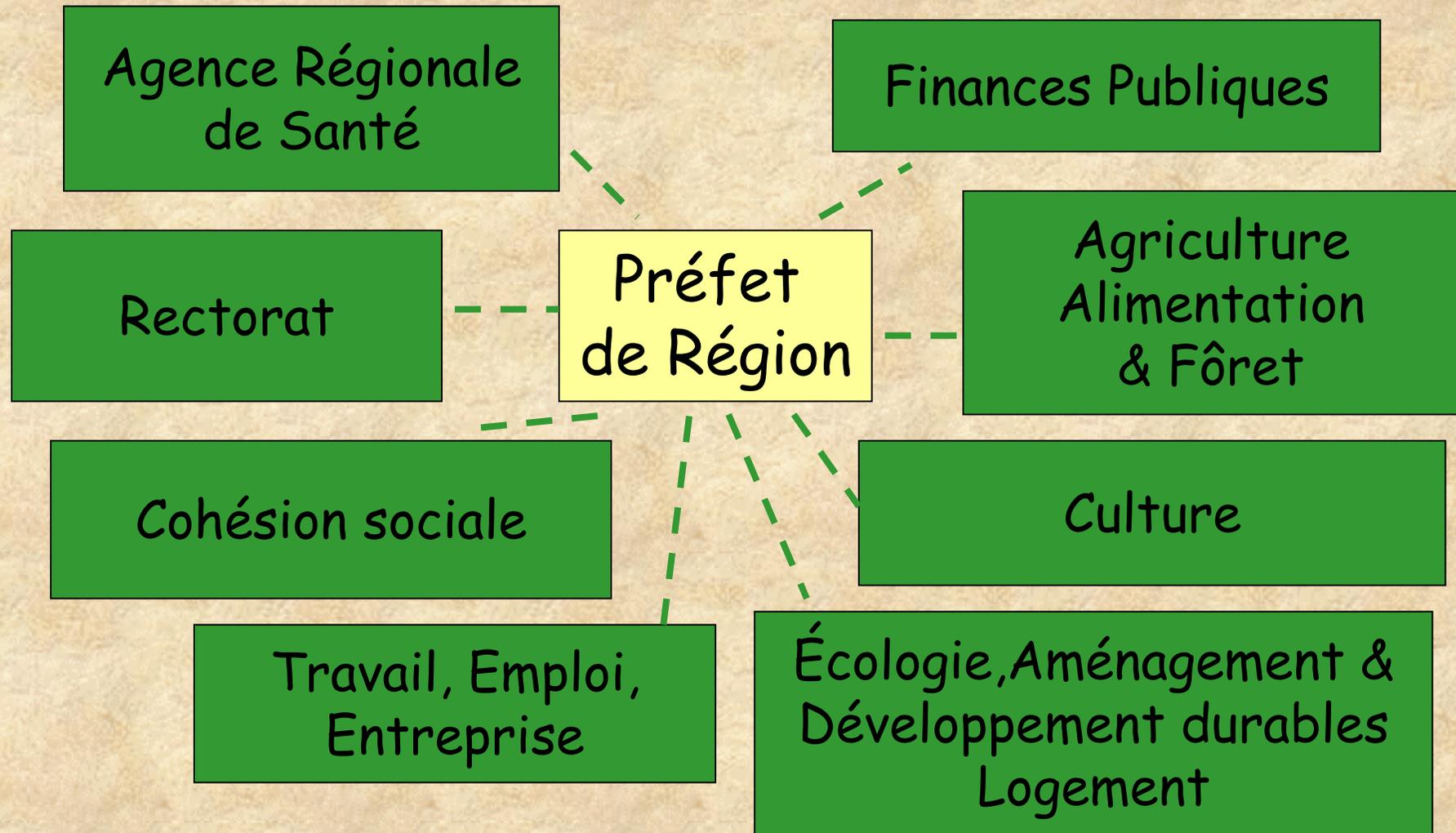
- Gestion déconcentrée
- Centres de services partagés
- SIRH

# Etat/Collectivités Locales

Rapport Lambert: nouveau partage des compétences  
entre l'Etat et les collectivités territoriales

- **Clarification des compétences?**
  - Arbitrer plus efficacement
  - Définir des « chefs de file »
  - Mutualiser les services communaux et intercommunaux
  - Renforcer « l'Etat territorial »
- **Finances:**
  - Mutualiser les services et les supports pour maîtriser les coûts
  - Responsabiliser les collectivités sur les aspects fiscaux afin de mieux arbitrer les dépenses
  - Adopter une approche globale de la dépense publique
- **Allègement des contraintes réglementaires**
  - Impliquer les collectivités dans le processus de décision réglementaire
  - S'appuyer sur le code des marchés publics européen

# ETAT LOCAL - Région



# ETAT LOCAL - Région

## Comité de l'Administration Régionale (CAR)

Préfet  
de Région

x Préfets de Département

8 Directeurs régionaux

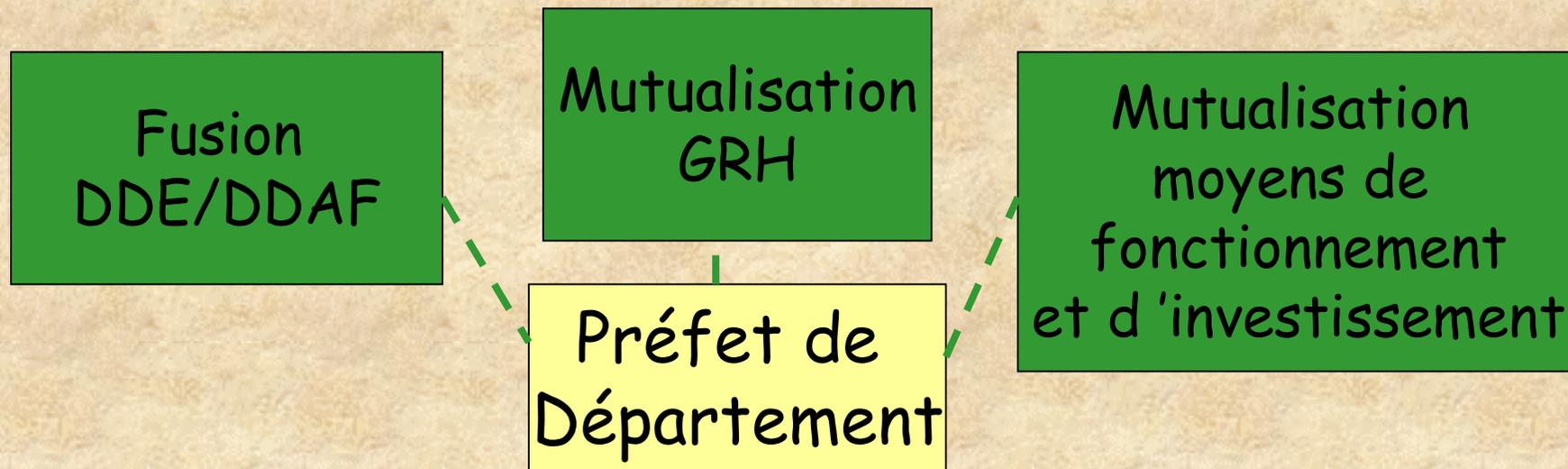
1 Secrétaire Général pour  
les Affaires régionales

1 Secrétaire Général du  
dept. chef lieu de Région

# ETAT LOCAL - département



# ETAT LOCAL - département



## Mission interministerielle

- Organisation départementale
- organisation de la mutualisation GRH
- Outils mutualisation

# Simplification procédures internes

- Recodifications
- Directive service européenne réduire les formalités les contrôles facilité l'installation des entreprises

# objectif réel

Etendre la sphère du secteur marchand  
aux secteurs d'activités encore hors la  
loi du profit

# Réduction des moyens publics

- Moins de fonctionnaires
- Abandon ou modification de l'exercice de missions

# Evaluation des politiques publiques

- Par des cabinets privés organisés en réseau mondial au service du libéralisme international
- Sur des critères financiers et d'évaluation des performances à l'opposé d'une logique de services publics

## Niveaux d'exercice des missions

- > **Etat** missions régaliennes et stratégiques / Agences
- > **Région** missions non régaliennes
- > **Département** missions inter-ministérielles / mutualisées ?
- > **Proximité** / Relais Services Publics / Bassins d'emplois publics

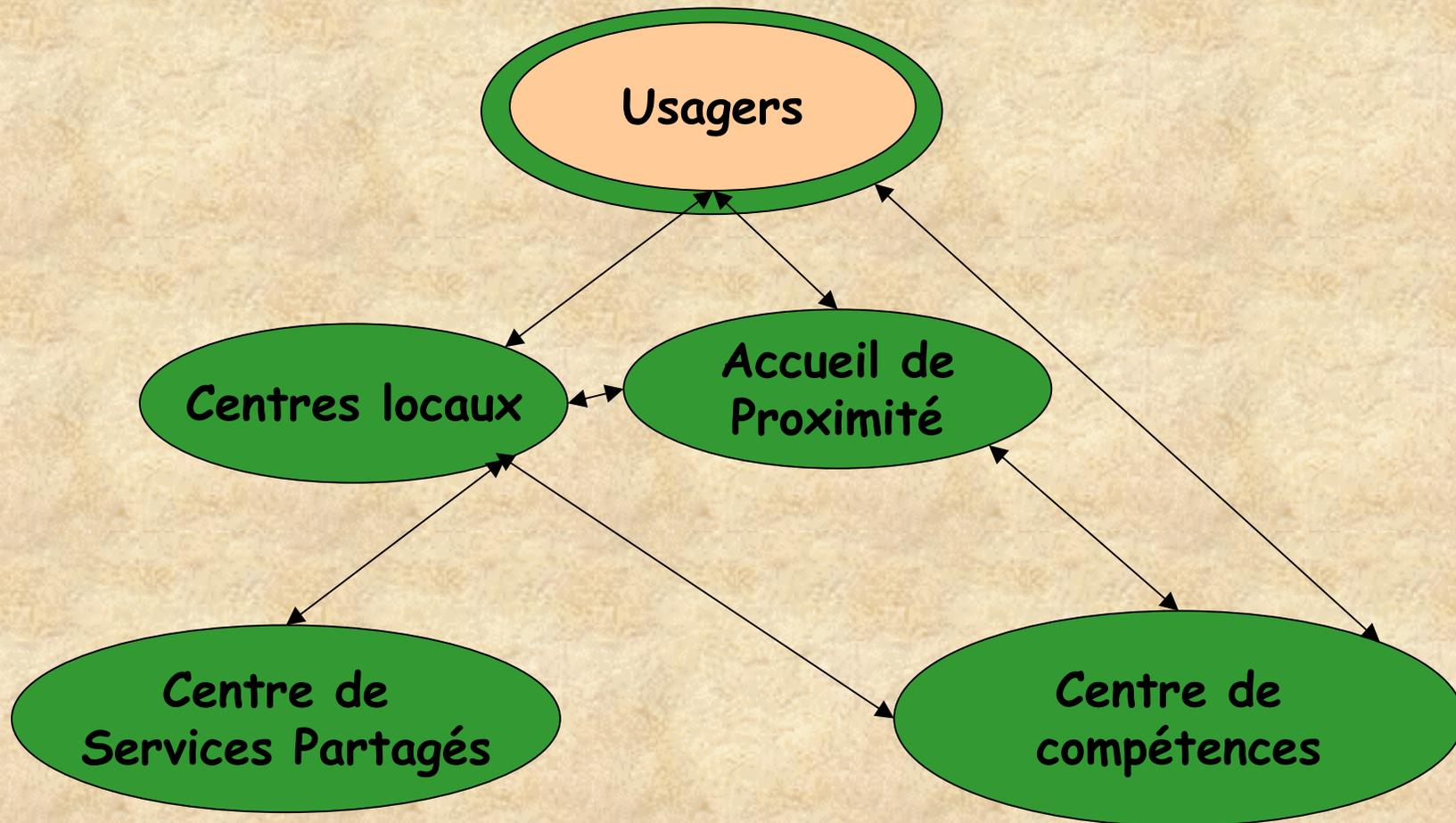
# CONSEQUENCES pour l'exercice des missions

## Missions transférées vers:

- > **Usagers** transfert de l'exécution de formalités ou saisies par l'utilisateur
- > **Sociétés externes** partenariat public privé ou externalisation directe
- > **Sociétés externes** dans les locaux administratifs (impartition)

## Missions abandonnées

# L'organisation cible



# CONSEQUENCES pour les personnels

**Evalués sur compétences et performance**

**Mobilités professionnelles**

**Modification des pratiques de gestion**

**Modifications statutaires**

**Réorientations professionnelles**

**Indémnités de départ volontaire**

**Restructurations**

....